

Signez la pétition

Faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites

Le gouvernement français s'apprête à engager une nouvelle réforme qui risque de porter un coup fatal au système de retraite par répartition en jurant une fois de plus que c'est pour le sauver. Le bilan des réformes menées depuis 1993 ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 %. Cette dégradation continuera de frapper les actuels retraités et touchera également les générations suivantes.

Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de départ à 60 ans en le portant à 62, voire 65 ou 67 ans, comme le demande le Medef. Jumelées avec un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, surtout ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité, ainsi que les plus jeunes au moment de leur retraite.

Le gouvernement et le patronat persistent à vouloir durcir les conditions de départ en retraite alors que les entreprises se débarrassent des salariés âgés avant qu'ils aient fini de cotiser. Exiger que les salariés travaillent plus longtemps, alors que l'âge moyen de cessation d'activité est de 59 ans, ne vise qu'à baisser les pensions. Il n'y a aucun sens à augmenter l'âge de la retraite alors que le chômage de masse sévit pour les jeunes.

La vraie raison des mesures qui s'annoncent n'est pas liée à la démographie. La crise a provoqué une récession et donc une flambée des déficits publics. Les États continuent à financer leurs déficits en empruntant sur ces mêmes marchés financiers qui ont provoqué la crise. Réduire ces déficits pourrait se faire par une taxation du capital. Mais les spéculateurs refusent cette solution et exigent une réduction des dépenses publiques.

Une alternative à cette régression sociale existe pourtant. A moins de décréter la paupérisation des retraité-es, il faut couvrir les besoins sociaux par un accroissement des prélèvements sur la richesse produite. Les déficits des caisses de retraite sont notamment dus au refus obstiné de le faire. Pourtant, le financement nécessaire aux retraites est réalisable puisqu'il a été chiffré entre 1 et 2 points de PIB. Il est donc juste d'augmenter la part des salaires et des pensions dans la richesse produite en s'attaquant aux profits. Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage de la richesse au bénéfice des revenus financiers. C'est ce partage qui constitue un tabou, et non l'âge de départ. Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité.

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraité-es, l'idéologie absurde du « *travailler toujours plus* » et la destruction des solidarités sociales. Nous souhaitons contribuer à une vaste mobilisation citoyenne pour stopper cet engrenage.

<http://exigences-citoyennes-retraites.net/>

Appel unitaire initié par Attac et la Fondation Copernic et relayé par l'ensemble des partis de gauche et syndicats et qui a été déjà signé par plus de 50000 citoyens.

RETRAITE A 60 ANS POUR TOU-TE-S

- DEPART A TAUX PLEIN A 60 ANS, 55 ANS POUR LES TRAVAUX PENIBLES.
- INDEXATION DES PENSIONS SUR LES SALAIRES AFIN DE MAINTENIR LES REVENUS DES RETRAITES.
- 75% DU SALAIRE CALCULE SUR LES 6 MEILLEURS MOIS POUR TOUS.
- 37,5 ANNUITES POUR AVOIR UNE RETRAITE A TAUX PLEIN.
- VALIDATION DES PERIODES DE CHOMAGE, D'ETUDE/FORMATION, ET D'INACTIVITE FORCEE DES 18 ANS.
- PAS DE RETRAITE INFERIEURE AU SMIC.

Cela passe, dans l'immédiat, par de nouveaux moyens financiers

■ **Une juste répartition des richesses.** En 2009, 610 milliards d'euros ont été versés aux patrons et aux actionnaires (38% de la richesse produite en France). Soit + 8% de plus en 7 ans (+ 150 milliards). Pourquoi ne contribueraient-ils pas davantage ?

■ **Une cotisation pour tous** - y compris pour les revenus des stocks-options, des plus values financières, des participations-intéressements ...

■ **La suppression des 30 milliards d'exonération** de cotisations sociales dont bénéficie le patronat. Ces cadeaux n'ont créé, ni sauvé, aucun emploi. Pire, ils ont permis de financer les délocalisations. Utilisons plutôt cet argent public pour l'emploi, les salaires et les retraites.

■ **La suppression d'exonération des charges sur les heures supplémentaires.**

■ **L'augmentation des salaires.** C'est mathématique. 10% de salaire en plus, c'est 10% de cotisation en plus sans augmentation du taux de cotisation.

■ **Une politique publique de développement de l'emploi.** 100.000 emplois créés, ce sont 2 milliards de cotisations sociales en plus.

